

Le mot du directeur

De la fin de l'année 2018 jusqu'à ce début d'année 2019, la vie de l'IRDAP a été jalonnée de plusieurs événements importants.

Tout d'abord, le départ d'Elodie Chagnaud qui a choisi de quitter l'IRDAP, après nous avoir beaucoup apporté, pour donner un nouvel élan à sa carrière. Elle est aujourd'hui remplacée par Rosemary Hubert, que nous avons eu le plaisir d'accueillir ainsi que Nathalie Martin qui assure désormais le secrétariat de l'IRDAP. Ce dernier poste étant enfin pérennisé, nous pouvons pour les prochaines années compter, grâce à l'une et l'autre, sur un soutien dont nous avons d'ores et déjà pu apprécier l'efficacité et la compétence.

Il nous faut saluer également et la promotion de notre collègue Eric Fongaro au rang de professeur, en espérant que d'autres collègues de l'IRDAP puissent à l'avenir emprunter la même voie, et le retour de Suzie Bradburn.

Si les activités de recherche collective, par les colloques et journées d'études, ne faiblissent pas et continuent de faire rayonner l'IRDAP, elles pourront bénéficier dorénavant du soutien de la Chaire de droit des affaires et fiscalité créée à l'initiative de Florence Deboissy et de Laura Sautonie-Laguionie, cette chaire ayant pour mission de soutenir la recherche en droit des affaires et fiscalité mais aussi la formation des étudiants et des doctorants dans une perspective d'excellence et d'insertion professionnelle .

Guillaume Wicker

Directeur de l'institut de recherche
en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP

SOMMAIRE :

Publications	3
➤ Ouvrages.....	3
➤ Articles et notes de jurisprudence :.....	6
HDR	22
Colloques et déplacements	22
➤ Colloques organisés par l'Irdap	22
➤ Colloques et déplacements des membres de l'Irdap.....	24
➤ Participations aux jurys de thèses	31
Doctorants	32
➤ Thèses soutenues.....	32
➤ Nouveaux doctorants.....	33
➤ Thèses en cours	35

Publications

➤ Ouvrages

Maud ASSELAIN

ENCYCLOPÉDIES

- JurisClasseur Responsabilité civile et Assurances :
 - Fasc. 510-10 : ASSURANCES DE DOMMAGES. – Règles générales. – Objet du contrat : risques et valeurs garantis
 - Fasc. 510-20 : ASSURANCES TERRESTRES. – Assurances de dommages. – Règles générales. Indemnité d'assurance.
- e-fascicules, éd. LexisNexis :
 - Contrat d'assurance
 - Assurances de dommages
- Compliance assurance, éd. LexisNexis
 - Déclaration et règlement du sinistre
 - Détermination et exclusions de garantie
 - Paiement de la prime d'assurance

Murielle BENEJAT

- Droit de l'entreprise, Ellipses, manuel, 2018.

Xavier DAVERAT

DIRECTION D'OUVRAGE :

- La représentation du contrat dans le cinéma anglophone, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, coll. Cinéma(s), 2018.

PARTICIPATION A OUVRAGE COLLECTIF :

- Saisie des droits incorporels : droits d'associé et valeurs mobilières / licences d'exploitation / droits de propriété intellectuelle / fonds de commerce, in Serge Guinchard & Tony Moussa, Droit et pratique des voies d'exécution, 9 éd., Dalloz Action, 2018.

Florence DEBOISSY

- Droit des sociétés, M. Cozian, A. Viandier et Fl. Deboissy, , LexisNexis 2018-2019
- Précis de fiscalité des entreprises, M. Cozian et Fl. Deboissy, LexisNexis 2018-2019.
- Code des sociétés, Fl. Deboissy et G. Wicker, LexisNexis 2018-20179, avec la participation de Gilles Auzero, Laura Sautonie-Laguionie et Jean-Christophe Pagnucco.

Philippe EMY

- Lexbase « Vade mecum » Droit des sociétés, à paraître, rubriques :

Apports en nature à une société commerciale

Apports en numéraire à une société commerciale

Apports en industrie à une société commerciale

Conventions réglementées dans les SA

Conventions réglementées dans les SAS

Conventions réglementées dans les sociétés civiles

Cession de parts sociales de SARL : agrément, formalisme

Cession d'actions de SA : agrément, formalisme

Cessions d'actions de SAS : agrément, formalisme

Cession de droits sociaux : détermination du prix

Cession de droits sociaux : garanties légales

Cession de droits sociaux : garanties conventionnelles

Les actions ordinaires : émission, régime

Les actions de préférence : émission régime

Les obligations : émission, régime

Augmentation du capital social

Augmentations de capital soumises à un régime spécial

Réduction du capital social.

Fabien KENDERIAN

- Code des baux 2019, commenté, en collaboration avec J. Lafond, B. Vial-Pedroletti, E. Chavance et Ch. Coutant-Lapalus : LexisNexis, 17e éd., 2018.

Philippe OUDENOT

- Fiscalité des sociétés et des restructurations, 4ème édition, septembre 2018, Lexisnexis.

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

- Le nouveau droit européen des faillites internationales, Bruylant, 2018, ouvrage co-dirigé avec A. Cotiga-Raccah
- Participation au code des sociétés 2019, sous la direction de F. Deboissy et G. Wicker

Hélène SKRZYPNIAK

PARTICIPATION A OUVRAGE COLLECTIF :

- « Le contrat de communication de savoir-faire », in Contrats sur la recherche et l'innovation, Etienne Vergès (dir.), Dalloz, 2018, pp.465-526

Guillaume WICKER

- Code des sociétés, Fl. Deboissy et G. Wicker, LexisNexis 2018-20179, avec la participation de Gilles Auzero, Laura Sautonie-Laguionie et Jean-Christophe Pagnucco.

➤ Articles et notes de jurisprudence :

Maud ASSELIN

- Article publié dans la revue Juris-Classeur Périodique (la Semaine juridique, éd. E) :

- « Chronique annuelle de Droit des assurances » JCP E sept. 2018

- Articles et commentaires publiés à la Revue générale de Droit des assurances (RGDA) :

- « Un dommage évolutif peut-il être soudain ? » : *RGDA* janv. 2018, p. 28

- « Étendue de l'assurance de groupe employeur » : *RGDA* janv. 2018, p. 47.

- « La garantie de biens appartenant à autrui et l'assurance pour compte implicite » : *RGDA* mars 2018, p. 146.

- « Preuve de l'envoi de la mise en demeure et modalités de l'authentification postale » : *RGDA* mars 2018, p. 149.

- « Preuve du paiement de l'indemnité subordonnant la recevabilité du recours subrogatoire de l'assureur » : *RGDA* avr. 2018, p. 18.

- « Opposabilité aux tiers de la transaction conclue avec la victime » : *RGDA* avr. 2018, p. 41.

- « Interprétation des clauses de la police : le doute profite à l'assuré-consommateur ! » : *RGDA* mai 2018, p. 242.

- « Petit guide d'interrogation du candidat à l'assurance à l'usage des assureurs » : *RGDA* mai 2018, p. 245.

- « L'obligation « allégée » d'information sur la prescription (ou le traitement de faveur réservé aux institutions de prévoyance) » : *RGDA* juin 2018, p. 303.

- « Conditions de validité et de mise en œuvre des exclusions de garantie » : *RGDA* juin 2018, p. 315.
- « L'articulation des garanties vol et accident du véhicule » : *RGDA* juill. 2018, p. 359.
- « Caractérisation de la tentative d'escroquerie à l'assurance » : *RGDA* juill. 2018, p. 361.
- « Preuve du sinistre : l'assuré doit convaincre les juges du fond ! » : *RGDA* sept. 2018, p. 428.
- « Sanctions de la déclaration frauduleuse d'un sinistre fictif » : *RGDA* oct. 2018, p. 28.
- « Opposabilité des conditions générales non signées » : *RGDA* oct. 2018, p. 32.

- Articles publiés dans la revue L'Essentiel du Droit des assurances (LEDA) :
 - « Modalités de l'information précontractuelle de l'adhérent » : *LEDA* janv. 2018.
 - « Faculté de résiliation à l'échéance annuelle : la Cour de cassation s'entête ! » : *LEDA* janv. 2018.
 - « Devoir de conseil du banquier informé de la survenance du sinistre » : *LEDA* févr. 2018.
 - « Preuve de la mise en demeure de payer les primes » : *LEDA* mars 2018.
 - « Les créanciers de l'obligation précontractuelle de conseil du courtier » : *LEDA* mars 2018.
 - « Obligation de conseil et durée des garanties » : *LEDA* avr. 2018.
 - « Modalités d'information de l'emprunteur consommateur sur les garanties d'assurance » : *LEDA* juin 2018.
 - « Point de départ du délai de prescription de l'action en paiement de la rente invalidité » : *LEDA* juill. 2018.
 - « Conditions de la résiliation pour non-paiement de la prime » : *LEDA* sept. 2018.
 - « Devoir d'information du banquier sur le caractère abusif du refus de garantie opposé par l'assureur » : *LEDA* oct. 2018.
 - « Sanction de la déclaration frauduleuse du sinistre » : *LEDA* nov. 2018.
 - « La modification de la police collective peut-elle être jugée abusive ? » : *LEDA* déc.

Murielle BENEJAT

- L'indemnisation des accidents maritimes - in Vademecum Les états généraux du dommage corporel, Conseil national des barreaux, *Gaz. Pal.* Janvier 2019.
- Uberpop et exercice illégal de la profession de taxi, *AJ pénal*, déc. 2018, p. 578.
- Uber et la CJUE : entre Droit des transports et Droit pénal, *Revue Jade*, juin 2018.
- Véhicules autonomes et Droit pénal routier, *RISEO*, juin 2018.

Matthieu BERA

- Volume 1 : Sociologie des premiers étudiants de Durkheim à Bordeaux, 1997-1902, *ENS-Cachan*.
- Volume 2 : De la sociologie de la critique d'art à l'histoire de la sociologie. Quelque part entre le lector et l'auctor. *Parcours de recherche (1997-2017)*.
- Volume 3 : Publications (articles et comptes rendus).
- Coordination du n°166 de *Les Etudes Sociales*, « Bibliothèques & sciences sociales » (2017/2) (Dossier de 10 articles).
- « La bibliothèque comme objet de recherche en science sociale », *Les Etudes sociales*, 2017/2
- « La table des matières des Formes », dans *Tables*, co-dir. Mathieu et Arnoult, Garnier.

Suzie BRADBURN

- « À propos de l'affaire Marriott : le régime de TVA des programmes de fidélisation », *Dr. fisc.* 2018, n°37, étude 379.
- « La réaction du droit fiscal au profit illicite », in « *Le profit illicite* », Colloque de l'observatoire de la délinquance et de la justice d'affaires, université de Bordeaux, 2017, *Dr. fisc.* 2018, n°25, étude 304.

Alexandre BIENVENU

- La crise des autorisations de plantation dans l'appellation « Cognac », réactions morales et réponses juridiques, in *Droit et Patrimoine*, 13 juin 2018.
- L'étiquetage : entre tradition et modernité, in *Vin, Droit et Santé, Millésime 2017*, LEH EDITION 2018.

Xavier DAVERAT

Droit privé :

- « Le sort de l'opt out pour les livres indisponibles », note sous Conseil d'Etat, 10ème & 9ème ss-sect. réunies, 7 juin 2017, n° 368208, *Soulier c/ Ministère de la Culture, Petites Affiches*, 21 mars 2018.
- « Droit de la musique », chronique annuelle, *Communication Commerce électronique* (LexisNexis), avril 2018.
- « Saisie », fascicule du *Répertoire de procédure civile*.

Cinéma / science politique :

- « Closer to the Bone » (*Tim Burton's Corpse Bride*, 2005), in Gilles Menegaldo (dir.), *Tim Burton: A Cinema of Transformations*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2018.
- « L'installation dans l'œuvre de David Lynch », in Emmanuel Plasseraud, Pierre Beylot & Clément Puget (dir.), *David Lynch et les arts*, Ligeia, 2018, n° 165-168.
- « Le contrat de gardiennage dans *The Shining* (Stanley Kubrick, 1980) », in *La représentation du contrat dans le cinéma anglophone* (op. cit.).

Florence DEBOISSY

Droit des sociétés

- Chronique de droit des sociétés : JCP E 2018, 1174.
- « Relève de la liberté d'établissement le déplacement du siège statutaire dans un autre État membre même sans déplacement du siège réel et sans exercice d'une

activité économique effective dans le pays d'accueil » (*CJUE*, 25 oct. 2017, aff. C-106/16, *Polbud-Wykonawstwo sp. z o.o.*).

- « La clause statutaire limitant la représentation des associés à l'assemblée par leur conjoint ou par un autre associé est-elle applicable à l'associé personne morale ? » (*Cass. com.*, 5 juill. 2017).
- « Application lorsque le refus d'un indivisaire de désigner un mandataire commun est tenu pour abusif de la solution selon laquelle l'abus de minorité n'est pas susceptible d'entraîner la validité d'une résolution adoptée à une majorité insuffisante » (*Cass. com.*, 21 déc. 2017).
- « À défaut de stipulation statutaire contraire, le président d'une fondation, dont l'irrégularité de la nomination ne peut être invoquée par les tiers, a le pouvoir d'agir en justice » (*Cass. 1re civ.*, 20 sept. 2017).

Droit fiscal

- « La fraude corrompt tout, y compris l'application d'une convention fiscale », *Dr. fisc.* 2018, n° 2, comm. 62.
- « Ne pas confondre signature et consentement pour une qualification d'établissement stable conforme à la réalité. À propos de TA Paris » Fl. Deboissy et G. Wicker, 12 juill. 2017, *Sté Google Ireland Ltd* : *Dr. fisc.* 2018, n° 10, étude 209.
- « Détermination de la qualité d'agent dépendant permettant de caractériser l'existence d'un établissement stable : ne pas confondre formation et exécution du contrat », Fl. Deboissy et G. Wicker, *Dr. fisc.* 2018, n° 39, comm. 308.

Philippe DELMAS-SAINT-HILAIRE

- « Du bon usage de la réversion d'usufruit » *Defrénois* avril 2018 n16 p11 et s.
- Rubrique « Droit de l'assurance-vie » *Droit et patrimoine* sept 2018 n. 283
COMMENTAIRES des décisions suivantes : *cass civ 2*, 27 avril 2017 ; *cass civ 2* 28 juin 2017 ; *cass civ 1* 7 février 2017 ; *cass com* 17 mai 2017 ; *cass civ 2* 8 février 2018 ; *cass civ 2* 8 mars 2018 ; *cass civ 2* 23 novembre 2017 ; *cass civ 2* 12 janvier 2017 ; *cass civ 2* 5 octobre 2017 ; *cass civ 2* 27 avril 2017 ; *cass civ 1* 11 janvier 2017 ; *cass civ 1* 25 octobre 2017 ; *cass civ 2* 8 juin 2017 ; *cass civ 1* 31 janvier 2017 ; *cass civ 2* 14 décembre 2017 ; *cass civ 2* 14 mars 2017 ; *cass civ 1* 8 mars 2017 ; *cass civ 1* 28 février 2018 ; *cons const* 3 octobre 2017.

Guillaume DROUOT

- Corédacteur avec Mme Claire-Marie Peglion-Zika de la chronique de droit des successions à la *Revue juridique personne et famille* depuis janvier 2018.
- « Des controverses autour de la réserve héréditaire », *Revue de droit d'Assas*, n° 17, décembre 2018, p. 48 et s.
- « Brefs propos sur le législateur et les sources du droit », *D. 2018*, p. 2314.

Eric FONGARO

- « Commentaire des dispositions du Code des assurances relatives à la loi applicable aux contrats d'assurance pour les risques situés sur le territoire d'un ou plusieurs Etats parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen et pour les engagements qui y sont pris » in *Code des assurances*, LITEC, 2018, sous la direction du Professeur Bernard BEIGNIER et de Jean-Michel DO CARMO SILVA.
- « L'anticipation successorale en droit international privé » : *JCP 2018*, éd. N, 1358.
- « Les lois de police en présence d'une vente soumise à une loi étrangère » : *Deffrénois*, 2 novembre 2018, n° 43, p. 35.
- « Le choix de la loi applicable au régime matrimonial » : *JCP 2018*, éd. N, 1166.
- « Los principales instrumentos de protección internacional del niño elaborados en el marco de la Unión Europea y el Consejo de Europa », in *Tratado de la vulnerabilidad*, Thomson Reuters, La Ley, 2017, p. 129.
- « Los principios básicos del Convenio de La Haya del 13 de enero de 2000 sobre protección internacional de adultos », in *Tratado de la vulnerabilidad*, Thomson Reuters, La Ley, 2017, 613.
- « Décision relative à la distinction entre ordre public interne et ordre public international au sujet de la réserve héréditaire ». Note sous Cass. 1re civ., 4 juillet 2018, n° 17-16515 et 17- 1522 in *Chronique de Droit international privé notarial*, sous la direction de Cyril Nourissat et Hélène Péroz : *JCP 2018*, éd. N, 1313, n° 4.
- « Décision relative aux conflits de lois en matière de preuve d'un contrat de prêt ». Note sous Cass. 1re civ., 17 mai 2017 : *Rev. crit. DIP 2018*, p. 80.
- « Décision relative à l'absence de contrariété à l'ordre public international d'une loi étrangère ignorant la réserve héréditaire ». Note sous Cass. 1re civ., 27 septembre 2017 (2 arrêts) : *JCP 2017*, éd. N, 1305

Frédérique JULIENNE

- « La conventionnalisation des rapports entre l'usufruitier et le nu-propiétaire », A paraître, publication actes du colloque : « L'usufruit », *Journée nationale Capitant 2018*, éd. Dalloz.
- « Le droit de jouissance spécial : application en droit des affaires », *Dr et patrimoine*, mars 2018.
- « Succession et procédure collective: le sort du patrimoine du débiteur », *Dr. et patrimoine*, septembre 2018, p. 14.
- « Une prescription abrégée du droit de la consommation rationalisée? », *Rev. contrat, conc. cons.*, n°5, Mai 2018, p. 8, 12.
- Panorama de jurisprudence bisannuelle de « droit civil de l'entreprise », *Revue Lamy droit civil*, décembre 2019, n° 165, p. 27.
- Contribution chronique de jurisprudence locale, SS. direction Professeur Raffray, *Rev. Proc Collective*, Juillet 2018, n°4.
- « Notion de professionnel et de pratique commerciale dans les ventes à distance : sort du vendeur en ligne, note sous CJUE, 4 octobre 2018., *Lexbase Hebdo Affaires*, 2018, n°571
- « Droit de rétractation des professionnels : nouvelle approche de la condition de l'objet du contrat conclu à distance ou hors établissement » note sous Cass. 1ère civ., 12 septembre 2018, *Lexbase Hebdo Affaires*, n°567
- « Un régime du droit de rétractation du consommateur conforme à la CEDH », note sous Cass. 1ère civ., 17 janvier 2018, n°17-10.255, *Lexbase Hebdo Affaires*, 2018 n°543
- « Le droit de retrait litigieux suppose une cession de créance à titre onéreux », note sous Cass. 1ère civ., 17 janvier 2018, n°16-21-097, *Lexbase Hebdo Général*, 2018 n° 731
- « Décès de l'associé et clause d'agrément: le légataire est un ayant droit », note sous cass com. 4 avril 2018, n° 16-18.097, *Revue Lamy droit civil*, septembre 2018
- « Les effets du refus d'agrément d'un légataire non suivi du rachat des parts », *Lexbase Hebdo affaires*, 2018, n° 555

Fabien KENDERIAN

Droit des baux commerciaux :

- Bail dérogatoire et défaut d'immatriculation du preneur laissé en possession à l'expiration du contrat, observations sous Cass. 3e civ., 25 oct. 2018, n° 17-26.126 : *RTD com.* 2018-4, à paraître.
- Précisions de la Cour de cassation sur la nature et le champ d'application du droit de préemption du locataire commercial, observations sous Cass. 3e civ., 17 mai 2018, n° 17-16.113, et Cass. 3e civ., 28 juin 2018, n° 17-14.606 : *RTD com.* 2018, p. 605.
- Bail dérogatoire et notion d'entrée dans les lieux, observations sous Cass. 3e civ., 1er févr. 2018, n° 16-23.122 : *JCP E* 2018, 1319, n° 7
- Clause résolutoire et bonne foi, observations sous Cass. 3e civ., 1er févr. 2018, n° 16-28.684 : *JCP E* 2018, 1319, n° 13
- Clause résolutoire et conditions de forme du commandement, observations sous Cass. 3e civ., 21 déc. 2017, n° 16-10.583 : *JCP E* 2018, 1319, n° 12
- De la nécessité d'un acte extrajudiciaire pour mettre en œuvre la clause résolutoire insérée dans un bail commercial, observations sous Cass. 3e civ., 21 déc. 2017, n° 16-10.583 : *RTD com.* 2018, p. 59
- Résidences services : quand l'exercice de la faculté de résiliation triennale devient source de responsabilité pour l'exploitant, observations sous Cass. 3e civ., 5 oct. 2017, n° 16-17.533 : *RTD com.* 2018, p. 62

Droit des entreprises en difficulté et contrats en cours :

- Conditions de la résiliation de plein droit d'un contrat continué et inexécuté, note sous Cass. com., 4 juill. 2018, n° 17-15.038 : *Gaz. Pal., Spécialisée Droit des entreprises en difficulté*, 9 oct. 2018, p. 68.
- Bail commercial et défaut de paiement postérieur au jugement d'ouverture : résiliation de plein droit ou résiliation judiciaire ?, note sous CA Paris, pôle 5, ch. 8, 4 avr. 2018, n° 17/19289 : *Gaz. Pal., Spécialisée Droit des entreprises en difficulté*, 10 juill. 2018, p. 47.
- La cession du bail dans le cadre d'un plan de cession et hors plan de cession, in *Le bail commercial face aux difficultés économiques des locataires*, Communication à la XIIIème conférence annuelle de L'Atelier des Baux Commerciaux de Lorraine, Nancy, 1er déc. 2017 : *AJDI* 2018, p. 259.
- Bail commercial et difficultés économiques des locataires –Présentation de la journée, in *Le bail commercial face aux difficultés économiques des locataires*, XIIIème conférence annuelle de L'Atelier des baux commerciaux de Lorraine, en qualité de président, Nancy, 1er déc. 2017 : *AJDI* 2018, p. 250.

- L'impact des procédures collectives, in Le départ du locataire, Communication au colloque ACE (Avocats Conseils d'Entreprises), Paris, 14 nov. 2017 : *Loyers et copropriété*, févr. 2018, dossier 4.
- Bail commercial et conditions de résiliation par l'administrateur judiciaire, observations sous *Cass. com.*, 24 janv. 2018, n° 16-13.333 : *JCP E* 2018, 1319, n° 15.
- Cession du bail et procédure collective : portée de la clause de solidarité du cédant, observations sous *Cass. com.*, 15 nov. 2017, n° 16-19.131 : *JCP E* 2018, 1041, n° 21.
- Bail commercial et clause résolutoire : le commandement de payer peut-il être signifié au seul débiteur en cas de redressement judiciaire ?, note sous *Cass. com.*, 15 nov. 2017, n° 16-13.219 : *Gaz. Pal.*, Spécialisée Droit des entreprises en difficulté, 16 janv. 2018, p. 66.
- Cession du bail commercial en liquidation judiciaire : portée de la clause de solidarité du cédant, note sous *Cass. com.*, 15 nov. 2017, n° 16-19.131 : *Gaz. Pal.*, Spécialisée Droit des entreprises en difficulté, 16 janv. 2018, p. 64.
- Contrat d'approvisionnement : notion de contrat en cours et règle du paiement comptant, note sous *Cass. com.*, 20 sept. 2017, n° 14-17.225 : *Gaz. Pal.*, Spécialisée Droit des entreprises en difficulté, 16 janv. 2018, p. 63.

Karl LAFURIE

- Application de la loi de 1985 à un accident provoqué par un tramway sur un passage protégé, obs. sous CA Bordeaux, 6 déc. 2017 : *CJAMP* 2018-1, p. 52.
- Mauvaise foi du débiteur surendetté licencié pour faute grave, obs. sous CA Bordeaux, 25 janv. 2018 : *CJAMP* 2018-2.
- Cession d'un usufruit en vue de faciliter l'apurement du passif du débiteur surendetté, obs. sous CA Bordeaux, 9 nov. 2017 : *CJAMP* 2018-2
- Annulation de paiements par chèque intervenus postérieurement à l'ouverture de la procédure de surendettement, obs. sous CA Bordeaux, 9 nov. 2017 : *CJAMP* 2018-2.
- Existence de droits indivis sur un actif immobilier justifiant l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation, obs. sous CA Bordeaux, 15 juin 2017 : *CJAMP* 2018-2.
- Application de la règle « nul ne peut se constituer une preuve à soi-même » à une société produisant une facture, obs. sous CA Agen, 16 mai 2018 : *CJAMP* 2018-3.
- Indemnisation totale d'une victime percutée par un tramway sur le fondement de la loi de 1985, obs. sous CA Bordeaux, 6 avril 2018 : *CJAMP* 2018-3.

- Responsabilité pour abus du droit d'agir en justice d'une personne ayant la profession d'avocat, obs. sous *CA Bordeaux*, 22 mai 2018 : *CJAMP* 2018-2.
- Mise au point sur les effets de l'admission de créance sur la prescription de l'action contre la caution, obs. sous *Cass. com.*, 3 oct. 2018, n° 16-26985 : *LEDEN* nov. 2018, p. 3.
- La vente de machine à sous assortie d'une clause de réserve de propriété est ferme et définitive, obs. sous *Cass. com.*, 17 oct. 2018, n° 17-14986 : *LEDEN* déc. 2018, p. 4.
- L'obligation de garantie de paiement du maître de l'ouvrage exclue des mesures de paralysie de la procédure collective, note sous *Cass. com.*, 10 oct. 2018, n° 17-18547 : *BJE* nov.-déc. 2018, p. 434.

Gauthier LE NOACH

- « La généralité des termes de l'article L. 650-1 du Code de commerce : ne faut-il jamais distinguer entre les créanciers ? », *JCP E* 2018, 1649.

Florence MAURY

- « Sociétés de laboratoires de biologie médicale », Encyclopédie Dalloz, mai 2018, 28 p.
- « Vers un droit à la poursuite du contrat de travail ou à la réintégration du salarié dont la prise d'acte produit les effets d'un licenciement nul (A propos de Soc. 28 mars 2018, n° 16-20020 et de l'article L. 1235-3-2 du Code du travail) », *Actualité juridique, Site Institut du travail*, mai 2018.
- « La valorisation des compétences des représentants du personnel est en marche : mode d'emploi », *Actualité juridique, Site Institut du travail*, juillet 2018
- « Incessibilité, cession forcée : les droits sociaux du dirigeant de société à l'épreuve du droit des entreprises en difficultés », *Les Petites Affiches* 31 juillet 2018, n° 152, p. 35 et s.
- « Le droit à l'information du patient : un droit fondamental de l'Homme aux effets limités », in *Numéro spécial des Petites Affiches* « L'information en droit privé », octobre 2018.
- « La reprise de l'entreprise par les salariés : à la recherche d'un régime juridique efficace (Droit à l'information, RES, SCOP et autres mesures) », *Journal des sociétés*, septembre 2018, n° 166, p. 15 et s.

TOPOS INSTITUT DU TRAVAIL :

- Le nouveau droit du licenciement pour motif économique, *Plateforme de l'Université*, 8 mars 2018, 49 pages.
- Comité social et économique (Financement – Activités sociales et culturelles – Expertise et alerte), *Plateforme de l'Université*, 29 mars 2018, 29 pages.
- Les discriminations (notion, preuves, sanctions), *Plateforme de l'Université*, 29 mai 2018, 46 pages.
- Le nouveau du licenciement (procédures), *Plateforme de l'Université*, 7 juin 2018, 31 pages.
- La procédure prud'homale, *Plateforme de l'Université*, 28 juin 2018, 42 pages.
- Statut et missions du conseiller du salarié, *Plateforme de l'Université*, 25 septembre 2018, 27 pages.
- Conseiller du salarié et licenciement pour motif personnel, *Plateforme de l'Université*, 25 septembre 2018, 40 pages.
- Les discriminations (notion - qualification), *Plateforme de l'Université*, 2 octobre 2018, 46 pages.
- Principes de non-discrimination et d'égalité de traitement, *Plateforme de l'Université*, 2 octobre 2018
- Le nouveau droit du licenciement, octobre 2018

Philippe MOZAS

- Communication et créations intellectuelles, propriété industrielle, concurrence déloyale et parasitisme économique, chronique de jurisprudence, *Les Petites Affiches* du 21 mars 2018, n° 58, p. 10 à 15

Bernard SAINTOURENS

- Abus de minorité : le sort de la décision collective des associés, note sous, Cass. 3e civ. 21 décembre 2017, *Lexbase Hebdo Affaires*, n° 538, du 18 janvier 2018 ;
- Approbation des comptes annuels d'une SAS : stipulations statutaires et dispositions légales, note sous C.A. Versailles, 14e ch., 23 novembre 2017, *Lexbase Hebdo Affaires* n° 537, du 11 janvier 2018 ;
- Droit de retrait de l'associé de société civile : incidence d'un litige concernant la société ?, note sous Cass. 3e civ. 23 mars 2017, *Rev. Sociétés*, 2018, p. 39 ;

- Responsabilité du dirigeant de société : coexistence de l'action sociale ut singuli et ut universi, note sous *Cass. com.* 27 septembre 2017, *Rev. Sociétés*, 2018, p. 111.
- L'inscription au répertoire SIRENE ne fait pas présumer la qualité de professionnel indépendant, note sous *Cass. com.* 20 septembre 2017, *Rev. Proc. coll.* 2018, n°1, p. 15 ;
- L'associé d'une société civile professionnelle n'est pas un professionnel indépendant au sens du code de commerce, note sous *Cass. 2e civ.* 1 er juin 2017, *Rev. Proc. coll.* 2018, n° 1, p. 22 ;
- Pas d'extension de procédure collective pour des faits antérieurs à une précédente procédure, note sous *Cass. com.* 17 mai 2017, *Rev. Proc. coll.* 2018, n° 1, p. 22 ;
- Pas d'extension de procédure collective après l'adoption d'un plan de cession, note sous *Cass. com.* 27 septembre 2017, *Rev. Proc. coll.* 2018, n° 1, p. 23 ;
- Caractérisation de la confusion de patrimoines : compte professionnel pour couvrir des dépenses personnelles, note sous *Cass. com.* 12 juillet 2017, *Rev. Proc. coll.* 2018, n° 1, p. 24
- Caractérisation de la confusion des patrimoines : hausse anormale du loyer commercial, note sous *Cass. com.* 12 juillet 2017, *Rev. Proc. coll.* 2018 n°1, p. 24 ;
- Le caractère frauduleux d'une demande d'ouverture d'une sauvegarde, note sous *CA Paris*, pôle 5, Ch.8, 12 septembre 2017, *Rev. Proc. coll.* 2018 n° 1, p. 26.
- Action en responsabilité contre une société et son gérant : le choix du tribunal compétent, note sous *CA Paris*, 26 septembre 2017, *Rev. Sociétés* 2018, p. 181.
- Pacte d'associés et cession des titres de l'associé-salarié : incidence d'une condition potestative, note sous *Cass. 1re civ.* 6 décembre 2017, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 160.
- Extension de procédure collective par réunion des patrimoines de l'EIRL : attention à la déclaration d'affectation !, note sous *Cass. Com.* 7 février 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 226.
- Pas de fictivité ni de confusion de patrimoines entre un agriculteur et une SCI, note sous *Cass. com.* 15 novembre 2017, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 2, p. 27.
- Caractérisation de la cessation des paiements d'une société filiale et indifférence des mobiles du débiteur, note sous *Cass. Com.* 15 novembre 2017, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 2, p. 29.
- Achat du fonds de commerce dont le bail n'est pas renouvelé : droit à l'indemnité d'éviction, note sous *Cass. 3e civ.* 7 décembre 2017, *RTD Com.* 2018, p. 55.

- Achat du fonds de commerce sous condition suspensive d'un nouveau bail : proposition de bail ne vaut pas bail, note sous *Cass. Com.* 22 novembre 2017, *RTD Com.* 2018, p. 56.
- Achat du fonds de commerce du locataire par le bailleur : sort des créances nées du bail, note sous *Cass. 3e civ.* 30 novembre 2017, *RTD Com.* 2018, p. 57.
- Obligation de l'associé aux dettes de la société civile : retour sur la preuve de la préalable et vaine poursuite de la société, note sous *Cass. 3e civ.*, 26 octobre 2017, *Rev. Sociétés* 2018, p. 324.
- Nouvelle résolution et respect de l'ordre du jour d'une assemblée générale de SARL, note sous *Cass. com.* 14 février 2018, *Rev. Sociétés* 2018, p. 376.
- Les cessions d'actif dans la procédure collective, *Dr. et patrimoine*, avril 2018, p. 43.
- L'expert-comptable du comité d'entreprise doit être nommé au moment de la transmission des comptes sociaux, note sous *Cass. Soc.* 28 mars 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 323.
- Contribution des associés aux pertes d'une société en liquidation judiciaire : exclusivité de l'action du liquidateur, note sous *Cass. com.* 3 mai 2018, *Lexbase Hebdo*, éd. Affaires, n° 554, 31 mai 2018.
- Sanction du défaut d'agrément à une cession de parts sociales : nouvelle position de la Cour de cassation, note sous *Cass. com.* 16 mai 2018, *Lexbase Hebdo*, éd. Affaires n° 555, 7 juin 2018.
- Les aspects de droit des sociétés de la loi du 20 avril 2018 ratifiant l'ordonnance du 10 février 2016 réformant le droit des contrats, *Doctrine*, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 373.
- Cessation des paiements et groupe de sociétés (en collab. avec V. Bourgnignaud), *Actu. Proc. Coll.* 31 mai 2018, p. 4.
- La responsabilité civile de la société mère du fait de sa filiale, *Revue Lamy Droit Civil*, juin 2018, p. 30.
- L'expert-comptable du comité d'entreprise doit être nommé au moment de la transmission des comptes sociaux, note sous *Cass. soc.* 28 mars 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 323.
- Nomination d'un administrateur provisoire d'une société civile : pas d'exigence tenant à l'impossibilité de fonctionnement de la société ou d'un péril imminent pour la troisième chambre civile de la Cour de cassation, note sous *Cass. 3e civ.*, 21 juin 2018, *Lexbase Hebdo Affaires*, n° 560, 12 juillet 2018.
- Nullité du contrat de location-gérance : incidence sur le bail commercial, note sous *Cass. 3e civ.* 22 mars 2018, *RTD com.* 2018, p. 317.

- Ouverture de la liquidation judiciaire : le rôle des salariés, obs. sous *T. com.* Bordeaux, 25 novembre 2015, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 4, p. 44.
- Créance de compte courant d'associé : pas d'arrêt du cours des intérêts, obs. sous *CA Bordeaux*, 6 janvier 2016, *Rev. Proc. coll.* 2018, n° 4, p. 49.
- Poursuite de l'activité en liquidation judiciaire : irrecevabilité de la demande du débiteur, obs. sous *T. com. Bordeaux*, 21 décembre 2016, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 4, p. 50.
- Responsabilité pour insuffisance d'actif à l'encontre du vendeur du fonds de commerce : application du droit commun de la responsabilité contractuelle, obs. sous *CA Bordeaux*, 20 septembre 2016, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 4, p. 53.
- Confusion des patrimoines entre une SARL et une SCI : la référence à des indices concordants, note sous *Cass. com.* 28 février 2018, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 4, p. 55.
- Caractérisation de la cessation des paiements : insuffisance de l'existence d'une créance, même certaine, liquide et exigible, note sous *Cass. com.* 14 mars 2018, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 4, p. 56.
- Caractérisation de la cessation des paiements : l'incidence du solde d'un compte bancaire détenu à l'étranger, note sous *Cass. Com.* 7 février 2018, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 4, p. 57.
- Caractérisation de la cessation des paiements : incidence d'une créance fiscale non contestée, note sous *Cass. com.* 11 avril 2018, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n° 4, p. 57.
- Le prononcé de la liquidation judiciaire sans preuve de l'état de cessation des paiements, note sous *Cass. com.* 28 février 2018, *Rev. Proc. Coll.* 2018, n°4, p. 59.
- Les aspects de droit des sociétés de la loi du 20 avril 2018 ratifiant l'ordonnance du 10 février 2016 réformant le droit des contrats, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 373.
- Contrat conclu avec un dirigeant avant sa nomination : exclusion de la procédure des conventions réglementées, note sous *Cass. com.* 16 mai 2018, *Bull. Joly Sociétés*, 2018, p. 493.
- Dissolution anticipée d'une société confrontée au droit de préemption du locataire à bail commercial, note sous *Cass. 3e civ.*, 17 mai 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 506.
- Droits des associés minoritaires : principes et mise en œuvre, note sous *CA Agen*, 25 avril 2018, *Rev. Sociétés* 2018, p. 582.
- Contentieux de l'évaluation des droits sociaux : le tribunal arbitral face à l'article 1843-4 du code civil, note sous *Cass. Com.* 10 juillet 2018, *Revue Lexbase Hebdo Affaires*, 25 octobre 2018

- Les incidences sur les cessions de droits sociaux de la loi du 20 avril 2018 ratifiant l'ordonnance du 10 février réformant le droit des contrats, *Defrénois*, 2018, n° 40, p. 23.
- Procédure collective à l'égard d'un associé tenu aux dettes sociales et application de la loi dans le temps, note sous Cass. com. 5 septembre 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 642.
- Ingénierie sociétaire et incidence sur la prise en charge d'un passif social, note sous Cass. 1^{re} civ., 4 juillet 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 700.
- La solidarité active en matière commerciale ne se présume pas, note sous Cass. com. 26 septembre 2018, *RTD com* 2018, n° 4.
- Vente de fonds de commerce et réticence dolosive : droit commun et droit spécial, note sous C.A. Bordeaux, 4^e ch., 10 septembre 2018, *RTD com* 2018, n° 4.
- Cession de parts d'une société commerciale n'exploitant pas un fonds de commerce : incidence sur le statut de l'intermédiaire, note sous Cass. Com. 27 juin 2018, *RTD com*. 2018 n° 4.
- Action en responsabilité à l'encontre du gérant ou du liquidateur d'une société commerciale : la compétence du tribunal de commerce, note sous Cass. com. 14 novembre 2018, *Lexbase Hebdo Affaires*, 6 décembre 2018.

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

- « La contractualisation du droit des entreprises en difficulté : un nouveau défi pour le juriste dans la cité », in *Mélanges en l'honneur de Ph. Neau-Leduc*, LGDJ, 2018.
- Direction scientifique du dossier : « L'adaptation du droit français au règlement insolvabilité bis : quels choix pour quelle efficacité ? » *BJE* 2018, 133 à 164.
- « Les biens soumis à la procédure collective », In Colloque « Droit des biens et pratique des affaires », *Droit et Patrimoine* 2018, avril 2018, p. 38 s.
- Participation à la chronique de jurisprudence locale, *Revue des procédures collectives*, juillet 2018, p. 42 s.
- « Le projet de code européen des affaires », 7^{èmes} Journées franco-allemandes de l'Association H. Capitant, 9 décembre 2017, Munster, Allemagne: intervention : « Rapport français sur les perspectives en droit européen de l'insolvabilité » (en cours de publication Société de législation comparée)

SKRZYPNIAK Hélène

- « Protection des données personnelles : la responsabilisation des administrateurs de pages fan », *Journal d'actualité des droits européens*, n°13, 2018

Maxence WATERLOT

- « Epoux communs en biens : saisissabilité ne rime plus avec proportionnalité ! » *Revue Droit et Patrimoine*, novembre 2018.

Guillaume WICKER

Droit des sociétés

- Chronique de droit des sociétés : JCP E 2018, 1174.
 - Relève de la liberté d'établissement le déplacement du siège statutaire dans un autre État membre même sans déplacement du siège réel et sans exercice d'une activité économique effective dans le pays d'accueil (*CJUE*, 25 oct. 2017, aff. C-106/16, *Polbud-Wykonawstwo sp. z o.o.*).
 - La clause statutaire limitant la représentation des associés à l'assemblée par leur conjoint ou par un autre associé est-elle applicable à l'associé personne morale ? (*Cass. com.*, 5 juill. 2017).
 - Application lorsque le refus d'un indivisaire de désigner un mandataire commun est tenu pour abusif de la solution selon laquelle l'abus de minorité n'est pas susceptible d'entraîner la validité d'une résolution adoptée à une majorité insuffisante (*Cass. com.*, 21 déc. 2017).
 - À défaut de stipulation statutaire contraire, le président d'une fondation, dont l'irrégularité de la nomination ne peut être invoquée par les tiers, a le pouvoir d'agir en justice (*Cass. 1re civ.*, 20 sept. 2017).

Droit fiscal

- FI. Deboissy et G. Wicker, Ne pas confondre signature et consentement pour une qualification d'établissement stable conforme à la réalité. À propos de TA Paris, 12 juill. 2017, *Sté Google Ireland Ltd* : *Dr. fisc.* 2018, n° 10, étude 209.
- FI. Deboissy et G. Wicker, Détermination de la qualité d'agent dépendant permettant de caractériser l'existence d'un établissement stable : ne pas confondre formation et exécution du contrat : *Dr. fisc.* 2018, n° 39, comm. 308.

HDR

Matthieu BERA

- Soutenance en novembre 2017.

Membres du jury : F. Lebaron (garant), J-C Marcel, Ph Steiner (rapporteur), F. de Singly (Pdt du jury), B. Lachaise (PR Histoire) et F. Weber (rapporteur)

Colloques et déplacements

- Colloques organisés par l'Irdap

Florence DEBOISSY

- « Traitement fiscal de l'usufruit : entre optimisation et limites », 19 octobre 2018
- « Les professionnels et la lutte contre le blanchiment de capitaux issus de la fraude fiscale », 5 novembre 2018.
- « Le prélèvement à la source », 5 décembre 2018.

Xavier DAVERAT

- « Penser la dégénérescence : fascisme, instrumentalisation politique de l'art », co-organisation avec Nader Hakim, en partenariat **avec le Musée d'Aquitaine, le Centre aquitain d'Histoire du droit et le Centre Léon Duguit, 29-30 novembre.**

Philippe DELMAS-SAINT-HILAIRE

- « L'usufruit », journée nationale de l'Association Capitant, direction scientifique du colloque, Bordeaux, 19 octobre 2018. Actes du colloque à paraître.

Fabien KENDERIAN

- « La pratique des baux commerciaux à l'épreuve des principes fondamentaux des contrats », Colloque sous la direction de F. Kendérian, Bordeaux, 22 juin 2018 (actes publiés in Loyers et copropriété, oct. 2018, pp. 6-53, avec les contributions des professeurs M.-P. Dumont-Lefrand, L. Fin-Langer, D. Houtcieff, G. Lardeux, M. Latina et J. Monéger, et des avocats J.-P. Blatter et F. Planckeel).

Frédérique JULIENNE

- « L'usufruit », journée nationale de l'Association Capitant, sous la direction du professeur Delmas Saint Hilaire, Bordeaux, 19 octobre 2018. Thème de la contribution : La conventionnalisation des rapports entre l'usufruitier et le nu-propriétaire. Actes du colloque à paraître.
- « L'anticipation de la dépendance », colloque sous la direction du professeur Plazy, Bordeaux, 25 mai 2018. Thème de la contribution: l'efficacité des techniques d'anticipation de la protection du patrimoine.

Jean-Marie PLAZY

- « L'anticipation de la dépendance », 25 mai 2018, organisation et contribution : « Les financements d'appoint : contrats oubliés et contrats nouveaux ».
- « L'usufruit », journée nationale de l'Association Capitant, sous la direction du professeur Delmas Saint Hilaire, Bordeaux. Intervention : « Le quasi-usufruit ».

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

- Ouverture du colloque « Les professionnels et le dispositif anti-blanchiment », Bordeaux, 5 novembre 2018.

Guillaume WICKER

- « L'usufruit », journée nationale de l'Association Capitant, sous la direction du professeur Delmas Saint Hilaire, Bordeaux, 19 octobre 2018.

➤ Colloques et déplacements des membres de l'Irdap

Matthieu BERA

2018

- Août : 8e congrès de sociologie (Aix en Provence), « penser les références de Durkheim dans les catégories de la bibliothéconomie »
- Juin : colloque « Durkheim au Collège de France », au Collège de France, sous la direction d'A Compagnon, « Durkheim et la sociologie à la Sorbonne, par la petite porte »
- Novembre, Paris Sorbonne (séminaire Matthieu Brejon de Lavergnée) : « Pour une méthode d'analyse des correspondances. Durkheim à son étudiant Foucault : 60 lettres inédites »
- Octobre, Lyon « Quelques réflexions sur des références bibliographiques de L'Evolution pédagogique en France »
- Avril, Toulouse. Journée de Formation sur Durkheim. Actualité de la recherche et intérêt pour les programmes de SES
- Mars : Séminaire du CES (sciences de l'éducation de Bordeaux) « Durkheim à Bordeaux »

2017

- Juin, séminaire ENS Cachan : « Les lectures des étudiants bordelais de Durkheim à (1887-1902) »
- Juillet, Congrès de l'AFS à Amiens : « 60 lettres de Durkheim à Foucault »
- Octobre, Ecole Normale de Pise, centenaire des Formes : « L'influence bibliographique de Durkheim sur ses étudiants bordelais (1887-1902) »
- 2 Novembre, Université de Crète (actualité de la recherche sur Durkheim) : « Mauss à Bordeaux dans son contexte »
- 15 novembre, Sorbonne, centenaire de la mort de Durkheim : « L'histoire du buste de Durkheim : 100 ans de circulation du totem de l'ancêtre ».
- 4 décembre, ENS Jourdan : « Actualité bibliographique autour de Durkheim : Durkheim lecteur à l'ENS »

Suzie BRADBURN

- Participation à la journée d'étude sur « La monnaie comme commun », organisée par S. ADALID, P. BARBAN et B. MARTIN, le 4 décembre 2018 à l'université du Havre – Normandie.

Florence DEBOISSY

Colloques et conférences

- 8 janvier 2018, Conférence Loi de Finances, TAJ Bordeaux
- 15 mars 2018, La rémunération des dirigeants sociaux, université Toulouse Capitole
- 16 mars 2018, La fiscalité du numérique, Forum annuel TEE
- 23 mars 2018, Tout n'est-il qu'abus de droit ? Colloque de la Revue européenne et internationale de droit fiscal
- 29 mai 2018, La fiscalité du numérique : état de la jurisprudence française, Matinée fiscale A3F et IFA
- 30 novembre 2018, La fiscalité internationale à réinventer, Colloque organisé par les sections des finances, des travaux publics et du rapport et des études du Conseil d'Etat.

Déplacements

- Participation aux séances du Comité de l'abus de droit fiscal
- Participation au comité de pilotage de la Chaire Droit des affaires et fiscalité
- Participation à l'assemblée générale de l'A3F
- Participation aux réunions du conseil scientifique de la revue Droit fiscal.
- Participations aux réunions du conseil d'administration de l'IFA.
- Participation au jury du Prix Maurice Cozian du meilleur étudiant fiscaliste de DJCE à Montpellier et à la remise du prix à Bercy
- Participation au jury du Prix Dibout-Lehérisse et à la remise du prix au Sénat

Auditions

- 2 avril 2018, audition par le HCJP sur la responsabilité civile des personnes morales
- 28 juin 2018, audition au Sénat projet de loi de lutte contre la fraude fiscale
- 30 septembre 2018, audition par la Commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale sur la fiscalité du numérique

Guillaume DROUOT

- « Les sources du droit processuel de la famille », intervention au colloque Le droit processuel de la famille, du 15-16 novembre 2018, Université de Nantes, actes à paraître en 2019.

Xavier DAVERAT

- « Le partage équitable des créations : le dilemme du droit de la propriété intellectuelle », colloque Numérique, éthique et droit, dir. Linda Arcelin, Université de La Rochelle, 8 & 9 février.
- « *Contrats à l'ère numérique* », avec Michaël Coustaty, Convergences du droit & du numérique, dir. François Pellegrini, Université de Bordeaux, 12-14 mars & 15-16 octobre.
- Droit et gastronomie, 22 mars 2018.
- Participation à la création du Consejo internacional de Tauromaquia / España - Francia - Portugal, Madrid, 19 juin 2018 (rédaction de la Charte internationale)

Philippe DELMAS-SAINT-HILAIRE

- Colloque annuel organisé par les masters 2 de droit notarial de l'université de Bordeaux et de l'université de Pau, le 6 avril 2018 à Pau sur le thème « Le notaire et l'actualité fiscale ».
- Conférences : « Du bon usage de la réversion d'usufruit » le 12 mars 2018 à Paris dans le cadre des journées notariales du patrimoine et de la famille.
- « Focus sur l'assurance-vie » visio conférence organisée le Conseil supérieur du notariat le 19 mars 2018.

- « La gestion du patrimoine des séniors » conférence assurée plusieurs fois en 2018 (Bordeaux, Paris, Lyon, Aix en Provence, Amiens...)

Eric FONGARO

- Il Congreso internacional sobre La reforma del Código civil y de la Ley de enjuiciamiento civil en materia de discapacidad, Facultad de Derecho de la Universidad de Zaragoza, 22 et 23 novembre 2018. Communication sur le thème : « La compatibilité du droit français avec la Convention des Nations-Unies relative aux droits des personnes handicapées ».
- Conférence organisée par l'Université de Nouvelle-Calédonie (Nouméa, le 22 juin 2018) Communication sur le thème : « Introduction au droit des régimes matrimoniaux ».
- Colloque organisé par le Master 2 Ingénierie du Patrimoine de l'université Toulouse 1 Capitole (Université de Toulouse, le 7 décembre 2018). Communication sur le thème : « L'ordre public international et les successions internationales ».
- Conférence organisée par le Master 2 Ingénierie juridique et fiscale et le Master 2 Droit notarial de l'université de Strasbourg (Université de Strasbourg, le 4 décembre 2018) Communication sur le thème : « La circulation des personnes et de leur statut patrimonial dans l'ordre international ».
- Colloque organisé l'Ecole de Droit de l'Université Clermont Auvergne : Les artifices du droit III Les présomptions (Ecole de Droit Amphithéâtre Chabrol, Clermont-Ferrand, le 16 novembre 2018). Communication sur le thème : « La nature des présomptions éclairée (ou obscurcie) par le droit international privé ».
- Colloque organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin Lyon III : La circulation des personnes et de leur statut dans un monde globalisé (Maison internationale des langues et des cultures, Lyon, les 11 et 12 octobre 2018). Communication sur le thème : « Repenser la méthode conflictuelle ? L'ouverture à la volonté individuelle : le choix de loi ».
- Colloque des Journées notariales du patrimoine, organisé par le Conseil Supérieur du Notariat et l'université Paris Dauphine (Université Paris Dauphine, 8 octobre 2018). Communication sur le thème : « L'anticipation successorale en droit international privé ».
- 2e journée agenaise du droit Actualité en droit de la famille 2017-2018. Journée organisée par le C. E. R. F. A. P. S. (Institut droit et économie – Agen, le 8 juin 2018). Revue d'actualité du droit international privé extrapatrimonial de la famille. Revue d'actualité du droit international privé patrimonial de la famille.
- Colloque organisé par l'Association Rencontres Notariat Université Montpellier, Nîmes, Avignon, Perpignan (A. R. N. U.) : La mutation immobilière dans l'ordre

international XVe Rencontres Notariat-Université (Faculté de droit et de science politique de l'Université de Montpellier, le 27 mars 2018). Communication sur le thème : « Focus sur l'application territoriale de certaines dispositions du droit français malgré la soumission de la vente à un droit étranger ».

- Conférence organisée par l'Institut droit et économie d'Agen (Agen, le 3 mars 2018). Communication sur le thème : « Mariage, filiation, divorce en droit international ».
- Journée d'études organisée par le Centre de droit privé fondamental de l'Université de Strasbourg : Les nouveaux règlements européens en matière de régimes matrimoniaux et d'effets des partenariats enregistrés (Université de Strasbourg, le 7 février 2018) Communication sur le thème : « Les nouvelles règles en matière de compétence législative : régimes matrimoniaux ».
- Journée d'études organisée par le C. E. R. F. A. P. S. : Les rendez-vous bordelais du droit de la famille (Université de Bordeaux, 1er février 2018) Revue d'actualité du droit international privé patrimonial de la famille.

Fabien KENDERIAN

- Communication au colloque ACE (Avocats Conseils d'Entreprises), « Le loyer du bail commercial », sur le thème « Règlement du loyer et garanties de paiement – L'incidence des procédures collectives », Maison du Barreau, Paris, 5 oct. 2018.
- Conférence Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), Formation continue des magistrats, session « Les baux et loyers commerciaux », sur le thème « Clause résolutoire, résiliation judiciaire et procédures collectives », ENM, Paris, 7 mars 2018.
- Interventions au Master 2 « Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté » de l'université Paris I – Panthéon-Sorbonne, sur le thème « Bail commercial et procédures collectives » (12 h), 21 et 22 mars 2018.

Karl LAFAURIE

- Communication intitulée « Les groupes de sociétés et la cessation des paiements », prononcée à l'université de Bordeaux le 17 janvier 2018 dans le cadre du colloque « La cessation des paiements et la période suspecte », organisé par la section Bordeaux-Pau de la Compagnie Nationale des Experts-Comptables de Justice.

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

- Intervention aux « Entretiens de la sauvegarde », Paris, le 30 janvier 2018.
- Intervention au 9^e Forum Trans Europe Experts, « Quelle Europe pour demain ? » 16 mars 2018, Paris.
- Intervention aux journées nationales des centres d'informations sur la prévention (CIP), Bordeaux, septembre 2018.
- Lancement de la Chaire droit des affaires et fiscalité à Paris le 15 novembre 2018.

Jean-Marie PLAZY

- Colloque, « La gestion dynamique du patrimoine », intervention : « La gestion dynamique du logement de la personne protégée », 13 avril 2018, Université de Caen.
 - Colloque, « Le logement de la personne âgée », Rapport de synthèse, Université d'Angers, 17 décembre 2018.
 - Etats généraux droit de la famille et du patrimoine, Conseil national de barreaux, Paris, 25 janvier 2019, « Actualités autour des majeurs protégés ».
 - Journées notariales Personnes et famille, Paris, 11 et 12 mars 2019, Intervention : « La représentation des personnes protégées ».
 - Colloque, « Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Quels projets pour quels statuts ? », vendredi 8 mars, Bordeaux, responsable scientifique Aude Rouyère. Présentation : « La mission du MJPM : quel statut pour quelles missions ? ».

Bernard SAINTOURENS

- « La cession des contrats », communication au colloque « Contrat(s) et Entreprises en difficulté », université de Toulouse, 12 octobre 2018.

Hélène SKRZYPNIAK

- « La protection des créations culinaires », communication lors du colloque « Gastronomie et Droit » organisé par la faculté de droit et science politique de Bordeaux le 22 mars 2018.
- « L'intégrité scientifique au prisme de l'IST », participation à la table ronde lors de la 7ème Journée Nationale d'Etude du Réseau des URFIST, 7 décembre 2018.

Guillaume WICKER

Colloque

- « La recodification échelonnée du droit commun des obligations et du droit spécial de la vente en France », Les perspectives de recodification du droit de la vente en France et en Espagne, université de Poitiers, 4 et 5 octobre 2018.

Déplacements

- Participation aux séances du Conseil National du Droit.
- Participation au comité de pilotage de la Chaire Droit des affaires et fiscalité.
- Participation aux réunions du Comité de sélection de la Bibliothèque de droit privé-LGDJ.
- 13 mars 2018 – Présidence du comité d'experts HCERES - Centre de Droit des Affaires et de Gestion (CEDAG) – Université Paris V.

Auditions

- 2 avril 2018, audition par le HCJP sur la responsabilité civile des personnes morales.

➤ Participations aux jurys de thèses

Florence DEBOISSY

- « Théorie des risques et transfert de propriété – Comparaison des droits français, de l'OHADA et du commerce international », M. Allatan NDORJI, université de Poitiers, sous la direction de H. Boucard, 24 janvier 2018.
- « Organisations sociétaires et droit du travail », M. Sébastien RANC, université de Bordeaux, COMPTRASEC, sous la direction de G. Auzero, 25 octobre 2018.

Jean-Marie PLAZY

- Thèse, Isabelle Donnat, « La transmission du patrimoine dans les familles recomposées », sous la direction de C. Kuhn, Université de La Réunion, 28 juin 2018.
- Thèse Mme Mathilde Beauruel, « La théorie générale du pouvoir en droit des majeurs protégés », sous la direction de A. Batteur, Université de Caen, 12 octobre 2018.

Bernard SAINTOURENS

- « Réflexion sur les différents modes de regroupement des professions juridiques », Mme A.-Ch. CIVIALE-SANTRAILLE, thèse université de Pau, sous la direction d'A. Lecourt, 7 décembre 2018.

Guillaume WICKER

- 24 janvier 2018, Allatan NDORJI, « Théorie des risques et transfert de propriété – Comparaison des droits français, de l'OHADA et du commerce international », université de Poitiers, dir. Hélène Boucard.
- 30 novembre 2018, Marc CASSIEDE, « Les pouvoirs contractuels. Etude de droit privé », université de Bordeaux, dir. Laura Sautonie-Laguionie.
- 6 décembre 2018, Marie BOUTRON-COLLINOT, « Les divisions de la créance », université Paris II, dir. Alain Ghozi.
- 18 décembre 2018, Noël DALUS, « Le contrôle de la rémunération des dirigeants », université de Bordeaux, dir. Florence Deboissy.

Doctorants

➤ Thèses soutenues

Oumy DIENE

- « La délégation de pouvoirs dans les sociétés commerciales de droit OHADA »
Direction : D. Pohe-Tokpa et D. Nzouabeth, en co-tutelle avec l'université Cheikh Anta Diop, Sénégal.

Gauthier LE NOACH

- « Le statutaire et l'extrastatutaire en droit des sociétés : contribution à l'analyse juridique de l'aménagement des rapports entre associés »
Direction : F. Deboissy.

Noël DALUS

- « Le contrôle de la rémunération des dirigeants »
Direction : F. Deboissy.

Marc CASSIEDE

- « Le contrôle judiciaire des pouvoirs contractuels, étude de droit européen comparé »
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

➤ Nouveaux doctorants

Sarah ALLEGRO

- « Les contrats pré-nuptiaux en droit international privé »

Direction : F. Fongaro en co-direction avec C. Lisanti-Kalczynski (université de Montpellier)

Aziza AHLE LARBI

- « Le droit de la concurrence face aux pratiques anticoncurrentielles au niveau national et international »

Direction : M. Villemonteix.

Thmer ALMUTAIRI

- « La propriété indivise, étude comparative entre le droit français et le droit koweïtien »

Direction : J-M. PLazy.

Alexandre AURIOL

- « L'anticipation successorale à l'épreuve de l'ordre public successoral »

Direction : E. Fongaro.

Adélaïde FAURE

- « L'œuvre libre : contribution à la théorie générale des obligations »,

Co-direction de G. Wicker et H. Skrzypniak.

Pierre FERENBACH

- « Le jeu vidéo en droit privé »

Direction : X. Daverat.

Océane FOLLIOU

- « L'autonomisation des moyens de transport »
Direction : G. Drouot.

Gheasse GBAGOUÉHI

- « L'arbitrabilité des litiges dans l'arbitrage commercial international »
Direction : D. Pohé-Topka.

Pierre-Nicolas GLEIZE

- « La fictivité en droit privé, essai d'une théorie générale »
Direction : G. Drouot.

Nicolas GRANDPIERRE

- « Approche juridique des données de recherche »
Direction : X. Daverat.

Alexia LAI

- « Droit des biens et intuitus personae »
Direction : G. Drouot.

Plieglit LOUTOUKADILA MATOUMA

- « Les créations du design et la propriété intellectuelle »
Direction : P. Mozas.

Candice MICHEL

- « Le champ d'application du Règlement insolvabilité du 20 mai 2015 »
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

Salimata Nah TRAORE

- « La responsabilité sociale des entreprises en droit OHADA »

Direction : R. Raffray.

➤ Thèses en cours

Tani Yassiminath ABOUDOU

- « L'exécution des garanties de crédit à l'épreuve de la pratique des affaires dans l'espace OHADA »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

Assoulane ACHOURI

- « La recherche d'un équilibre contractuel dans les rapports entre bailleur et preneur dans un bail d'habitation »

Direction : J-M. Plazy.

Ahmed ALFEHAID

- « Regard sur les lois de la charia en droit civil »

Direction : F. Julienne.

Latifa ALZAMEL

- « La prescription civile »

Direction : F. Julienne.

Laurene BACH

- « La préservation de la base taxable des groupes de sociétés »

Direction : F. Deboissy.

Yvan BELIGHA

- « La protection des réseaux de distribution »

Direction : M. Villemonteix.

Tchabi BIAO

- « Les droits successoraux du conjoint survivant dans les États d'Afrique francophone »

Direction : E. Fongaro.

Brenno BIRCKHOLZ DA SILVA

- « Le point optimal de la fiscalité internationale et son impact économique dans l'internationalisation productive : une étude du rapport coût/bénéfice fiscal sous la perspective des régimes brésiliens »

Direction : E. Fongaro.

Florence BOSSO

- « Sécurité juridique et sources du droit OHADA des contrats internationaux. Propositions de réforme du droit OHADAA »

Direction : E. Fongaro.

Anouman BOSSON

- « Le contrôle judiciaire du contrat »

Direction : G. Wicker.

Clint BOULAND

- « L'assistance en droit privé »

Direction : J-M. Plazy.

Samia BOUSKIA

- « L'exception d'inexécution »

Direction : F. Julienne.

Mohamed DAOU

- « Les investissements privés étrangers face à la pratique du droit OHADA »

Direction : B. Saintourens.

Charline DELANGLE

- « Les techniques d'intégration des motifs dans le contrat, étude de droit comparé français, anglais, allemand »

Direction : G. Wicker.

Yannick Hermann DIOMANDE

- « L'absorption d'une personne morale membre d'un conseil d'administration : étude comparée »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

Clémence ESCAFFRE

- « La représentation successorale »

Direction : P. Delmas-Saint-Hilaire

Pierre-François EUPHRASIE

- « Contribution à l'élaboration d'un droit privé des robots »

Direction : X. Daverat.

Boualem FERHAOUI

- « La responsabilité des dirigeants de société en droit français et en droit algérien - étude comparée »

Direction : B. Saintourens.

Alice FOURNIER

- « Concurrence fiscale, harmonisation fiscale et bonne gouvernance en Europe et dans le monde »

Direction : F. Deboissy.

Gueasse GBAGOUÉHI

- « L'arbitrabilité des litiges dans l'arbitrage commercial international »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

Pierre-Nicolas GLEIZE

- « La fictivité en droit privé, essai d'une théorie générale »

Direction : G. Drouot.

Angélique GOYARD

- « Le majeur protégé parent »

Direction : J-M. Plazy.

Audrey GRANVORKA

- « La prodigalité en droit privé »

Direction : J-M. Plazy.

Thibaud GUILLEBON

- « Les monnaies virtuelles »

Direction : F. Deboissy.

Jean-Baptiste HAUGUEL

- « Les nullités en droit des sociétés »

Direction : L. Sautonie-Laguionie.

Pierre HECTOR

- « La circulation des actes et des décisions entre l'Union européenne et les pays d'Amérique centrale et du sud »

Direction : E. Fongaro.

Benoit JARIGE

- « La fiscalité internationale des sociétés de personnes »

Direction : R. Raffray.

France KERE

- « Les problématiques juridiques liées à l'implantation des sociétés étrangères dans l'espace OHADA »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

Amelan KOUASSI

- « Les fautes du créancier dans le cautionnement en droit OHADAA »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

Guillaume LAMOUROUX

- « Les subventions : étude de droit privé et de droit fiscal »

Direction : F. Deboissy

Gauthier LE NOACH

- « Le statutaire et l'extra-statutaire en droit des sociétés »

Direction : F. Deboissy

Olivier MARAUD

- « Les associés dans le droit des entreprises en difficulté »
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

Mourad MAZOUZ

- « La répudiation musulmane en droit international privé français »
Direction : E. Fongaro.

Hamid MECHINO

- « La protection des intérêts en cause dans la procédure de redressement judiciaire. Etude comparée de droit marocain et droit français »
Direction : B. Saintourens.

Jalal MHAOUN

- « L'opposabilité aux tiers de la convention d'arbitrage »
Direction : M. Villemonteix.

Laëtitia PETIT

- « Les violences contractuelles »
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

Quentin PRIM

- « La gestion des biens d'autrui »
Direction : J-M. Plazy.

Félicité SAWADOGO

- « Cession de droits sociaux en droit des sociétés en droit OHADA et en droit français »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

Marion SOURICE

- « La protection des tiers en droit international privé »

Direction : S. Sana-Chaille-de-Néré.

Dimitri TAURAND

- « Le cumul de protection par le droit d'auteur et le droit des dessins et modèles. Approche comparée en droit français et droit allemand »

Direction : X. Daverat.

Oraihoomana TEURURAI

- « La nue-propriété »

Direction : J-M. Plazy.